

Conférence Chili/Madrid sur les changements climatiques: mercredi 11 décembre 2019

La Conférence Chili/Madrid sur les changements climatiques s'est poursuivie par une série d'événements de haut niveau, où plusieurs questions ont été abordées lors de discussions à porte close.

Événement de haut niveau sur l'urgence climatique

Ouvrant l'événement, Gonzalo Muñoz, Champion climatique de haut niveau, Chili, a rappelé qu'un demi-million de personnes ont défilé dans les rues de Madrid la semaine précédente pour demander un saut de la négociation à la mise en œuvre.

Johan Rockström, Institut de recherche de Potsdam sur les impacts climatiques, a indiqué que le « fil conducteur » de la science climatique ces 20 dernières années est que nous avons sous-estimé les risques. Il a souligné que 2°C constitue une limite planétaire, au-delà de laquelle c'est une « Planète-serre » qui nous attend.

La Ministre Teresa Ribera, Espagne, a déclaré que l'ordre international fondé sur la règle de droit est actuellement contesté, en signalant le fossé grandissant entre « ce que nous convenons de faire et ce que nous faisons en réalité ». Elle a mis en garde contre le fait d'accepter « les retraits, quels qu'ils soient » et a appelé à « signaler et responsabiliser ceux qui ont peur de faire plus ».

Jennifer Morgan, Greenpeace, a exhorté les dirigeants politiques à établir des mesures d'urgence pour réduire drastiquement les émissions au rythme et à l'échelle requis pour rester en deçà du plafond de CO₂ correspondant à une hausse de 1,5°C.

Greta Thunberg, jeune militante, a estimé qu'on n'a plus le temps de laisser la science de côté, en signalant que le plafond de CO₂ qui nous donnerait 67% de chances de rester en-deçà de 1,5°C sera dépassée dans les huit prochaines années. Elle a souligné l'importance de l'équité, en signalant que les 10% les plus riches du monde produisent la moitié de nos émissions totales, et a noté que depuis l'adoption de l'Accord de Paris, les banques ont investi 1,9 billions USD dans les énergies fossiles.

Le Ministre Carlos Rodríguez, Costa Rica, a modéré un panel composé de Parties et de parties prenantes non-Parties, y compris des collectifs de jeunes et des peuples autochtones. Les intervenants ont mis en exergue le besoin: de militer et d'agir au niveau local; pour les gouvernements et les entreprises, d'assurer des dialogues équitables avec les communautés autochtones concernant les territoires; d'entériner dans les orientations de l'Article 6 de l'Accord de Paris un libellé sur l'équité de genre et les droits humains; et de « réinitialiser » la société de façon à « répondre aux demandes de nos enfants ».

Bilan de haut niveau de l'action avant-2020

La Modératrice Mariana Castaño Cano a évoqué comme objectifs du bilan le fait d'améliorer la compréhension des efforts collectifs déployés pendant la période avant 2020, et celui d'identifier des opportunités et des enseignements.

La Présidente de la CdP 25, Carolina Schmidt, a souligné l'importance de la confiance entre les Parties pour améliorer la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Elle a affirmé son intention,

comme Présidente de la CdP, d'œuvrer pour une reconnaissance adaptée des accomplissements et des lacunes en matière d'ambition pendant cette CdP.

Le Secrétaire exécutif adjoint de la CCNUCC Ovais Sarmad a souligné l'importance d'avancer sur les engagements de l'avant-2020 et sur les actions prévues pour la période post-2020, et d'élever le niveau d'ambition dans les deux cas. Soulignant le besoin de confiance dans ce processus, il a estimé que, puisque les éléments sont en place, « il ne reste plus qu'à élever le niveau d'ambition ».

Le Champion climatique Muñoz a évoqué la façon dont le Partenariat de Marrakech pour une action climatique mondiale peut aider à élever le niveau d'ambition à travers: l'Annuaire de l'action climatique mondiale, qui montre ce qui a été accompli; le Portail de l'action climatique mondiale, qui montre ce qui est en train d'être fait; et les Feuilles de route de l'action climatique, qui montre la trajectoire future des actions non-étatiques.

Bilan ministériel de l'action en matière d'adaptation: Appelant tout le monde à faire davantage, le Ministre Ian Duncan, Royaume-Uni, a dit que le Royaume-Uni a inscrit dans la loi une cible nette de zéro émissions à atteindre d'ici 2050 et doublé son engagement au profit du Fonds vert pour le climat (FVC) afin de contribuer au financement de l'adaptation et de l'atténuation là où il est le plus nécessaire.

La Ministre Nur Masripatin, Indonésie, a indiqué que l'« engagement volontaire pour l'avant-2020 » de son pays a été amélioré, notamment à travers une réforme des subventions aux énergies fossiles et un programme de biocarburant. Elle a par ailleurs souligné l'importance d'inclure tous les acteurs dans la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN).

Lors des interventions de l'assistance, les AGRICULTEURS ont appelé à tenir compte des agriculteurs dans les pays en développement et dans les exploitations à petite échelle, qui font face à des défis particuliers. Les YOUNGO ont appelé: à aligner les CDN sur les objectifs mondiaux énoncés dans l'Accord de Paris; à accorder des financements climatiques à des projets conduits par la jeunesse; et à faire régulièrement des bilans et des comptabilisations d'émissions à tous les niveaux de gouvernance.

Les PHILIPPINES ont estimé que l'objectif de financement de l'action climatique à hauteur de 100 milliards USD est « largement inapproprié » pour soutenir les besoins des pays en développement en matière d'adaptation. La CHINE a appelé à conclure un arrangement pour combler les fossés de la mise en œuvre pre-2020, de façon à ce qu'ils ne soient pas transférés à la période post-2020 et ajoutés à la charge des pays en développement.

Bilan ministériel des soutiens fournis: Des ministres venu de pays donateurs et récepteurs ont évoqué les efforts des Parties et les moyens pour renforcer l'action et le soutien en matière de climat.

La Ministre Krista Mikkonen, Finlande, a souligné que l'UE prend très au sérieux sa responsabilité historique et son rôle d'éclaireur. Avec son pays à la Présidence de l'UE, elle a souligné: que la mobilisation par l'Union de financements pour l'action climatique a systématiquement augmenté, ce qui en fait le plus grand donateur de financements publics aux pays en développement; et le soutien continu de l'UE pour faciliter l'accès aux financements climatiques et financer l'innovation.

La Ministre Jeanne D'Arc Mujawamariya, Rwanda, a demandé à toutes les nations, en particulier les grands émetteurs, d'élever leur niveau d'ambition et leurs contributions financières pour atteindre l'objectif collectif de 100 milliards USD. Elle a annoncé que le Rwanda s'apprête à présenter sa CDN révisée, avec un niveau plus élevé d'ambition, en mars 2020.

La Ministre Gale Rigobert, Sainte-Lucie, a rappelé que le Rapport spécial du GIEC sur un réchauffement de 1,5°C a conclu que les risques posés par les changements climatiques sont plus graves que ce qui avait été projeté initialement, et éclairé le besoin d'agir rapidement, largement en amont de 2030. Elle a rappelé l'appel lancé par plusieurs participants au Sommet 2019 des Nations Unies sur l'action climatique pour la fixation d'un objectif collectif de financement supérieur à 1 billion USD d'ici 2025.

Ravi Shankar Prasad, Inde, a signalé le manque d'ambition pendant la période avant 2020 comme « l'éléphant dans la salle ». Il a déploré que les promesses de dons pour la première reconstitution du FVC et le total des engagements de financement public au profit des pays en développement « soient restés trop faibles comparés à ce qui est requis, qui se chiffre en billions ».

Alexandra Bonnet, France, a évoqué l'engagement de la France pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Elle a souligné que la France a mobilisé 5 milliards EUR et doublé sa contribution au FVC, ce qu'elle a estimé essentiel pour bâtir un climat de confiance.

Lors des interventions de l'assistance, les Parties et les parties prenantes ont identifié des difficultés et des solutions proposées. Concernant la mise en œuvre des CDN, le PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL COOPÉRATIF D'ASIE DU SUD a souligné le renforcement des capacités comme moteur essentiel, et a signalé un besoin d'idées sur la façon d'engager le secteur privé.

Les AUTORITÉS LOCALES ET ADMINISTRATIONS MUNICIPALES ont estimé que la réussite de la CdP 26 dépendra de la participation des villes dans la préparation des CDN.

La MALAISIE, et l'organisation Climate Justice Now! (CJN!) et le réseau Climate Action Network (CAN) au nom des ONG ENVIRONNEMENTALES, ont souligné le besoin de dispositifs concrets pour combler les fossés de l'ambition pre-2020 et de la mise en œuvre. CJN! a exprimé son soutien à la mise en place d'un programme de travail, et CAN a suggéré que ledit programme pourrait faire partie du deuxième examen périodique de l'objectif mondial à long terme, et alimenter le premier Bilan mondial.

Événement de haut-niveau sur l'action climatique mondiale

La Présidente de la CdP 25 Schmidt a ouvert la réunion, en soulignant le besoin pour tous les acteurs de « prendre part à la solution et contribuer à franchir la barre qui nous permettra d'espérer un monde meilleur ».

Artur Lorkowski, Envoyé spécial pour le Climat, Présidence de la CdP 24, a souligné que les gouvernements doivent faire preuve de leadership politique, adopter des visions à long terme, et adopter des réglementations solides pour guider l'action climatique.

Le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres a mis en lumière les priorités pour le renforcement de l'action climatique, dont: le traitement des dimensions sociales des changements climatiques ; la suppression des capacités de production de charbon et des subventions aux énergies fossiles ; et le réacheminement des flux financiers vers des investissements durables.

Dialogue pour l'action climatique: Musonda Mumba, Partenariat mondial pour la restauration des forêts et des paysages, a modéré une discussion avec Ana Patricia Botín, Banco Santander, et Mary Robinson, ancienne Présidente d'Irlande. Botín a annoncé que le Santander atteindra la neutralité carbone en 2020. Robinson a souligné que le reste du secteur bancaire reste non durable, et a appelé à davantage de volonté de la part des dirigeants.

Message à la Terre depuis l'Espace: Le Ministre Pedro Duque, Espagne, a accueilli un dialogue entre Guterres et Luca Parmitano, actuel Commandant de la Station spatiale internationale. S'exprimant via liaison vidéo depuis l'espace, Parmitano a exhorté les dirigeants et politiques à avoir une « vision » et s'est dit témoin de l'« incroyable fragilité » de notre planète.

Récits aux temps de l'urgence climatique: Le Maire Mohamed Sefiani, Chefchaouen, Maroc, a indiqué que plus 10 000 villes et autorités locales se sont engagées à agir dans le cadre de l'Alliance mondiale des Maires, et a noté le besoin de soutiens additionnels pour « localiser » les CDN et mettre en œuvre des projets locaux de lutte contre les changements climatiques.

Brianna Fruean, Représentante de la jeunesse samoane, a parlé de la peur de perdre l'île de sa grand-mère, en exprimant l'espoir que sa beauté inspirera la volonté de la préserver.

Wang Shi, Vanke Co., a raconté comment son entreprise immobilière a adopté de nouvelles techniques de construction qui aident à réduire l'utilisation de bois et les émissions.

État des lieux de l'action climatique mondiale pendant l'avant-2020: Le Champion climatique Muñoz a partagé les résultats du Programme d'action en 2019, notamment: trois semaines régionales du climat ; des recommandations à l'intention des décideurs politiques issues du Processus d'examen technique; et l'Alliance chilienne pour l'ambition climatique, lancée lors du Sommet pour l'action climatique convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies, qui réunit 66 pays, 10 régions, 93 entreprises et 12 investisseurs engagés pour atteindre le zéro net d'émissions d'ici 2050 ou avant.

Lors de la discussion en panel, des représentants des autorités locales, des entreprises et du secteur financier ont souligné qu'il est impératif, entre autres: pour les Parties, d'engager les autorités locales dans la révision des CDN; de stimuler un changement corporatif afin de focaliser les entreprises « non plus seulement sur le profit, mais sur le fait d'avoir un impact positif sur les peuples et la planète » ; et pour les marchés, d'aligner les portefeuilles d'investissement sur la cible de 1,5°C.

Plusieurs pays ont appelé à prolonger le Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale au-delà de 2020, notamment pour garantir la transparence dans la mise en œuvre des engagements.

Clôture: La Présidente de la CdP 25 a annoncé que 39 pays se sont engagés à inclure les océans dans leurs futures CDN et que l'initiative « Appel à l'action sur l'adaptation et la résilience », lancée au Sommet des Nations Unies pour l'action climatique, fait désormais partie du Programme mondial d'action climatique, auquel contribuent 118 pays.

Claire O'Neill, Présidente désignée de la CdP 26, Royaume-Uni, a décrit 2020 comme « l'année de l'action ». Notant l'importance des parties prenantes non-Parties dans le façonnement du programme, elle a invité tous les acteurs à rejoindre l'Alliance pour l'ambition climatique sur le chemin vers la CdP 26.

CMA 2

Questions relatives au financement: Fonds pour l'adaptation: La Co-Présidente du groupe de contact Fiona Gilbert (Australie) a informé que le Fonds pour l'adaptation a reçu cette semaine deux nouvelles promesses de dons, à hauteur de 15 millions USD pour la Suisse, et de 32 millions USD pour l'Allemagne.

Le groupe de contact a entendu le rapport des consultations informelles conduites par les Parties. La Palestine, au nom du G-77/CHINE, a réitéré le point de vue du groupe de ne soutenir aucune action à ce stade. L'UE a mis en lumière le besoin d'acter que le Fonds pour l'adaptation est au service de l'Accord de Paris et qu'il doit, par conséquent, être en mesure de recevoir des directives de la CMA. Les Parties n'ont pas pu convenir d'une marche à suivre. Les Co-Présidents feront rapport à la CdP qu'aucun consensus ni conclusion n'ont pu être établis.

Dans les couloirs

Ce mercredi a mis à nu « l'histoire de deux CdP », faites à la fois d'optimisme et de colère. Sur les estrades des plénières, des ministres et d'autres autorités ont évoqué les efforts d'atténuation et le soutien aux pays en développement. Les négociateurs ont laissé les discussions de l'Article 6 centrées sur la part des bénéfices et le transfert des crédits de Kyoto, en estimant que « jusqu'à présent, cela se passe mieux qu'on aurait pu le croire ».

Mais la colère s'est frayée son chemin, soufflant dans les couloirs du site et grondant par les rues alentour. La société civile a perturbé les pourparlers avec une manifestation massive et un sit-in sans précédents dans ce processus. Les manifestants ont appelé les pays développés à « se montrer à la hauteur » et à « payer leurs dus », se faisant l'écho des appels de certains délégués en faveur d'un « bilan honnête » de l'ambition pendant la période avant-2020, dont un fait valoir que les Parties visées à l'annexe I ont tout juste déceléré leurs émissions depuis 1990.

Certains présents au bilan de haut niveau étaient tous disposés à laisser le passé de côté, vu qu'il ne reste que trois semaines de « période avant-2020 ». Mais les appels à un programme de travail identifiant les lacunes de la mise en œuvre des engagements pre-2020 ont confirmé que, pour d'autres, reprendre les erreurs du passé dans la période après 2020 pourrait bien être la seule façon d'avancer.

En contraste avec la tiédeur des négociations, les *cacerolazos* dans la rue ont amplifié les appels à agir. Si à Paris le régime climatique donnait l'impression d'avoir atteint « l'âge de raison », les protestataires ont dénoncé « l'âge de la bête » s'étalant devant leurs yeux.